

COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE

du

MERCREDI 02 FÉVRIER 2011

Matin

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 02 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 32 par M. Filip De Man, président.

01 Questions jointes de

- M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "les dossiers dits WikiLeaks belges" (n° 2414)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "des documents émanant de WikiLeaks relatifs à la position du ministre concernant l'Afghanistan" (n° 2416)
- M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "les révélations faites par la presse au sujet de son implication dans l'envoi de troupes belges en Afghanistan" (n° 2440)
- M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "des documents émanant de WikiLeaks relatifs à l'Afghanistan" (n° 2441)
- M. Patrick Moriau au ministre de la Défense sur "les documents WikiLeaks relatifs à notre présence en Afghanistan" (n° 2452)
- Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "les révélations WikiLeaks" (n° 2453)
- M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les dossiers WikiLeaks" (n° 2462)
- Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "les dossiers WikiLeaks belges" (n° 2465)

01.01 Gerald Kindermans (CD&V): En lisant les articles publiés par des médias étrangers sur la saga de WikiLeaks, nous découvrons certaines nuances par rapport aux informations rapportées par la presse écrite flamande. Ainsi, le journal norvégien *Aftenposten* rappelle que les informations dévoilées par WikiLeaks sont unilatérales et ne reflètent la réalité que d'une façon incomplète et imparfaite. De plus, tout examen critique des faits révélés est impossible puisque ces derniers sont souvent invérifiables. Au quotidien allemand *Die Welt*, on se demande en quoi les informations publiées constituent un scandale puisqu'elles ne font que confirmer des éléments déjà connus de longue date.

Quelque 1 136 documents proviennent de l'ambassade des États-Unis à Bruxelles. Deux de ces documents relatifs à la politique belge à l'égard de l'Afghanistan et du rôle de notre ministre de la Défense ont été publiés partiellement.

Le ministre souhaite-t-il réagir à la suite de la publication de ces documents dans le cadre des "WikiLeaks" belges et de ceux concernant son rôle dans ce dossier?

01.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): On a appris vendredi dernier que M. De Crem a fait appel à la ministre des Affaires étrangères américaine, Mme Clinton, pour plaider en faveur de sa vision concernant l'Afghanistan auprès de M. Leterme. Mme Clinton aurait posé trois questions concrètes à M. Leterme à la demande de M. De Crem: serait-il possible de déployer 150 militaires supplémentaires, d'envoyer des formateurs supplémentaires et d'obtenir la garantie que les Belges resteront sur place jusque fin 2011?

Le ministre admet-il avoir agi de la sorte parce qu'il ne parvenait pas à convaincre le gouvernement du bien-fondé de sa vision concernant l'Afghanistan? Avait-il déjà posé lui-même ces trois questions au premier ministre et comment celui-ci avait-il réagi à l'époque?

Du reste, cette histoire n'est pas seulement symptomatique d'un manque de loyauté du ministre vis-à-vis de ses propres collègues, mais aussi de sa position de faiblesse. Il s'est en tout cas révélé être un pion des États-Unis plutôt qu'un défenseur des intérêts de la Belgique.

01.03 Denis Ducarme (MR): Cette affaire tient plutôt du non-événement! En effet, je vous ai toujours entendu plaider pour que l'armée belge soit présente en Afghanistan, au côté des alliés, le plus longtemps possible même. Vous n'avez jamais caché cette thèse et, dans cet esprit, êtes régulièrement en contact avec nos alliés de l'OTAN. Il est d'ailleurs difficile de travailler à cette question sans un certain nombre de contacts.

Quand je lis dans la presse que vous seriez une sorte de "taupe" US *made in Vlaanderen*, je trouve cela trop facile. Avec cette question, nous sommes un peu dans un jeu de cirque parlementaire.

Un élément peut cependant être gênant dans votre commentaire de cette information. Quand la presse a fait état de "manipulation" du gouvernement, vous avez indiqué que cela n'était pas loin de la réalité. Votre premier commentaire des révélations de WikiLeaks n'aurait sans doute pas suscité de telles réactions si votre réplique avait été plus précise et n'avait pas prêté le flanc à ce qui devient aujourd'hui une polémique. Qu'en pensez-vous?

Par ailleurs, a-t-il été question, dans ces contacts avec les Américains, d'une stratégie de sortie de l'Afghanistan?

01.04 Dirk Van der Maelen (sp.a): Le télégramme diplomatique divulgué par WikiLeaks ainsi que l'intervention du ministre lors de l'émission de la VRT *Ter Zake* font apparaître que M. De Crem a comploté avec l'ambassadeur des États-Unis dans le but d'imposer également en Belgique la politique américaine en Afghanistan. Il fait ainsi peu de cas des obligations essentielles que tout ministre est tenu d'honorer, à savoir servir son pays et non les intérêts d'un autre pays.

Le ministre a-t-il également joué ce rôle de taupe en d'autres circonstances? Quelle conclusion tire-t-il des fuites relatives à ces faits compromettants?

01.05 Patrick Moriau (PS): Nous savions déjà que les faucons de Washington avaient vu la désignation de M. De Crem à la Défense avec bienveillance. Ces dernières semaines, nous avons appris par des câbles diplomatiques que vous auriez fait certaines suggestions à la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton pour renforcer la présence belge au sein de la FIAS en Afghanistan. Trois suggestions spécifiques ont été reprises ultérieurement par Mme Clinton lors d'une rencontre à la fin du mois de décembre 2009 avec le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. Vous n'avez pas contesté cette information et vous avez même précisé qu'il était normal qu'une telle décision soit précédée d'un "trafic diplomatique".

Quelles sont les "demandes spécifiques" que vous avez suggérées à Mme Clinton?

Vous avez également précisé que "la décision de rester en Afghanistan jusqu'en 2011 est une décision de l'ensemble du gouvernement".

Ce "trafic diplomatique" vous semble-t-il normal avant de consulter vos partenaires du gouvernement? Avez-vous eu des contacts avec vos homologues européens quant à votre démarche?

01.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Il est très surprenant de découvrir via internet que vous vous sentez isolé au sein du gouvernement à un tel point que vous devez faire appel à une ambassade d'un autre pays pour convaincre vos collègues du même parti! Il est hallucinant de lire que vous êtes considéré comme le plus fidèle serviteur de l'État américain au point d'avoir aidé son ambassadeur à obtenir un engagement plus important de la Belgique en Afghanistan.

Pouvez-vous nous en dire plus sur l'augmentation du contingent belge en Afghanistan?

Selon la presse, vous ne contestez pas ces propos.

Comment ces entretiens se sont-ils déroulés?

Vous nous savez critiques envers la présence des militaires belges en Afghanistan. La stratégie que vous mettez en œuvre avec l'OTAN fonctionne de moins en moins bien, puisque de plus en plus de villages tombent sous la coupe des talibans.

01.07 Theo Francken (N-VA): La commission de la Défense nationale est la commission où le ministre est pris à partie avec le plus de virulence. J'ai entendu de graves accusations et des mots terribles. Le ministre récolte-t-il ce qu'il a semé? Car par le passé, il ne s'est pas montré très tendre non plus envers son prédécesseur. Cela dit, je trouve scandaleuses les critiques émises par le groupe sp.a à l'égard de la déontologie du ministre car ce groupe, précisément, n'hésite pas lui-même à jeter en pâture des secrets militaires. Il s'agit là d'un bel exemple d'hypocrisie, qui plus est de la part de M. Van der Maelen.

Le ministre peut-il nous fournir plus d'éclaircissements concernant le dossier de presse publié dans le quotidien *De Standaard*? Je ne doute pas de l'objectivité de ce dossier mais le ministre peut-il éclairer encore un peu plus notre lanterne? Il est en effet important – dans la perspective de notre collaboration dans les années à venir – que le Parlement obtienne des explications suffisantes au sujet de ce qui se discute au plus haut niveau, que ce soit au sein du gouvernement belge ou à l'échelon international.

01.08 Annick Ponthier (VB): Le ministre De Crem, valet des États-Unis, que la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton aurait manipulé et utilisé pour l'amener à faire certaines choses au sein du gouvernement belge, voilà l'image que nous renvoie la presse.

Le ministre confirme-t-il ce qui est dit dans ce dossier de presse? Dans quelles circonstances les contacts avec Mme Clinton ont-ils eu lieu et quels en ont été les résultats? Quelles questions Mme Clinton a-t-elle susurrées à l'oreille de notre premier ministre et comment ces questions ont-elles été traitées au Conseil des ministres?

01.09 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): M. Francken prédit que dans les prochaines années, nous procéderons encore à de nombreux échanges de vues au sujet de cette question. Cela en dit long sur l'actuelle formation du gouvernement.

(*En français*) La rencontre du premier ministre, du ministre des Affaires étrangères et de moi-même avec Mme Clinton et sa délégation – dont faisait partie Richard Holbrooke, entre-temps décédé – a eu lieu le 4 décembre 2009 à Val Duchesse.

(*En néerlandais*) Au cours des semaines qui ont précédé cette rencontre, le dossier Afghanistan a été préparé par trois cabinets: la Chancellerie, les Affaires étrangères et la Défense, sans oublier d'intenses concertations diplomatiques. Mes collaborateurs et moi-même n'avons dès lors pas été les seuls interlocuteurs des représentants de l'OTAN.

Je ne nie aucunement les faits, mais je laisse au quotidien la responsabilité des conclusions qu'il tire des courriels de l'ambassade des États-Unis.

(*En français*) Le 4 décembre 2009, au matin du jour de la rencontre avec la secrétaire d'État, le Conseil des ministres s'est réuni afin d'approuver les réponses aux questions que nous attendions de l'OTAN concernant l'augmentation de nos efforts en Afghanistan.

Monsieur Moriau, vous semblez donc avoir été mal informé par la vice-première ministre, qui était bel et bien présente lors de cette réunion et a participé aux discussions.

(*En néerlandais*) Sur ma proposition et en présence de tous les vice-premiers ministres et par conséquent

avant la visite de Mme Clinton, le gouvernement a pris les décisions que voici.

(En français) Il s'agit d'une confirmation de l'envoi d'un deuxième OMLT (*Operational Mentoring Liaison Team*) pour instruire l'armée afghane, de la participation de policiers et d'un magistrat à la mission EUPOL, de la désignation d'un envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan et du doublement de l'aide civile moyennant des garanties du gouvernement afghan.

(En néerlandais) En avril 2010, le gouvernement a décidé de donner suite à ma proposition de prolonger notre présence en Afghanistan jusque fin 2011. Le gouvernement se contente par conséquent d'exécuter l'accord de gouvernement, ce qui est aussi sa mission.

Je voudrais incidemment vous rappeler le manque de vision et les velléités anti-américaines des anciens gouvernements violet et arc-en-ciel qui nous avaient valu la perte d'une bonne part de notre crédibilité. À l'époque, notre pays était très près de voir partir les deux quartiers-généraux de l'OTAN. Le prix de cette politique se serait payé cher si nous avions eu besoin des États-Unis. Aujourd'hui, la Belgique est redevenue le partenaire fiable qu'elle a toujours été. Nous avons voix au chapitre quand il s'agit de paix et de sécurité et nos militaires en opération à l'étranger sont à nouveau appréciés pour leur travail.

En ce qui concerne les fuites publiées par WikiLeaks, j'ai admis que l'information sur la défense belge est très proche de la réalité, mais cependant une réalité telle qu'elle est vue par les Américains.

Les fuites qui viennent de se produire ne nous apportent que peu d'informations nouvelles. Les faits infirment donc l'affirmation selon laquelle j'ai voulu influencer seul le choix politique du gouvernement belge par l'entremise de Mme Clinton. Les rencontres officielles importantes sont préparées lors de contacts diplomatiques et de réunions intercabineaux.

À l'époque, M. Van der Maelen a d'ailleurs montré sous la coalition violette qu'il connaissait parfaitement toutes les ficelles du métier, lorsqu'il nous a accompagnés pour prendre le café chez l'ambassadeur des États-Unis afin d'aplanir de nombreuses difficultés. Il a adopté exactement la même attitude dans le dossier relatif à l'interdiction de l'uranium enrichi. Il avait alors rassuré l'ambassadeur en lui annonçant que sa proposition de loi ne poursuivait qu'un objectif électoral. M. Van der Maelen a clairement voulu leurrer les membres de l'aile pacifiste de son parti. Nos contacts sont beaucoup plus sérieux, mais également davantage orientés vers l'obtention de résultats. Les propos de M. Van der Maelen dans le journal *De Standaard* m'ont bien fait rire.

L'ensemble du gouvernement fédéral souscrit à la politique que je mène. Il est vrai que je ne partage pas la vision de M. Van der Maelen. Il est cependant certain que le premier ministre donnera à M. Van der Maelen une réponse identique à celle que je lui ai fournie aujourd'hui.

(En français) Ce dossier a été préparé au sein du gouvernement, avec l'approbation de tous les partis présents.

01.10 Gerald Kindermans (CD&V): Je me rallie entièrement aux déclarations du ministre. Le commentaire de M. De Vriendt repris dans les médias s'appuie sur deux articles succincts et subjectifs et sur une lecture partielle. La question est nettement plus nuancée et est dès lors appréhendée de manière complètement différente dans le contexte européen. À propos de l'Afghanistan, le gouvernement a été unanime. L'attitude de M. Van der Maelen s'écarte au demeurant de la ligne adoptée par le sp.a qui souhaite à présent le retrait de nos troupes d'Afghanistan en 2014.

01.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Il ne s'agit pas seulement du respect de l'accord de gouvernement ou d'une banale conversation diplomatique entre le gouvernement belge et les États-Unis. Les sources ne sont pas des articles de presse mais des télex provenant directement de l'ambassade des États-Unis et qui sont étalés à présent sur l'internet.

M. De Crem, qui connaît parfaitement les susceptibilités au sein du gouvernement en ce qui concerne la politique étrangère, a favorisé sournoisement sa position. Il a communiqué ses propres questions aux États-Unis, de manière à exercer une pression sur notre premier ministre par l'entremise de Mme Hillary Clinton.

En temps normal, ces faits pourraient entraîner la démission d'un ministre et même être qualifiés de haute trahison. Les députés de la majorité et de l'opposition accepteront-ils ce qui se passe ici?

Il ressort aussi des télex que le ministre De Crem est le premier interlocuteur des États-Unis dans des domaines qui ne ressortissent absolument pas à ses compétences: la coopération au développement et les détenus de Guantánamo. Les mêmes mécanismes auraient-ils peut-être joué pour la défense d'autres dossiers? Je crains que nous ne connaissions jamais la réponse à cette question.

01.12 Denis Ducarme (MR): Je reste sur ma première analyse: cette histoire est un non-événement, et nous avons mieux à faire. Cela ne ressemble pas à une affaire d'État ou une question de trahison.

Le ministre a rappelé que notre politique en Afghanistan relève d'une décision collégiale du gouvernement belge. Ne pourrait-on donc, dans de tels dossiers, éviter des polémiques inutiles, en s'en tenant simplement au fond?

Pour le reste, on connaît vos thèses. Je les partage par rapport à l'Afghanistan et à notre sécurité aux niveaux européen et belge. Mais, sur la forme, nous avons mieux à faire en tant que parlementaires que de nous activer autour de polémiques infondées.

01.13 Dirk Van der Maelen (sp.a): Contrairement à mon collègue, M. Ducarme, je ne pense pas qu'il s'agit d'un fait divers. Le télex répond en réalité à une question fondamentale, puisqu'il explique pourquoi la plupart des pays participant à la FIAS ont développé, en 2008, 2009 et 2010, une attitude de plus en plus critique à l'égard de la politique des États-Unis en Afghanistan, alors que chez nous, c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Cette différence s'explique par les agitations de notre ministre.

En outre, M. De Crem parle des événements ayant précédé la visite de Mme Clinton comme s'il s'agissait de relations diplomatiques normales, alors que le télex parle d'un premier ministre obstiné et réticent à l'idée de fournir un effort supplémentaire. Le document révèle que notre ministre de la Défense est considéré comme le seul véritable ami fiable des États-Unis. Je réfute donc avec force l'argument invoquant des relations diplomatiques normales, étant donné qu'il s'agit ici d'un complot dirigé, avec les États-Unis, contre le premier ministre.

Et en ce qui concerne les armes nucléaires ou les armes à uranium appauvri, il y a une grande différence avec le dossier afghan, dans lequel l'attitude servile du ministre à l'égard des États-Unis apparaît clairement. J'ai fait adopter une loi qui ne servait pas les intérêts des États-Unis. D'autres pays veulent d'ailleurs à présent suivre cette proposition, et je reste fier des efforts que j'ai déployés dans ce dossier.

Pour terminer, ce que je déplore le plus, c'est que le ministre ne comprenne toujours pas qu'il est allé trop loin. En sa qualité de ministre belge, il doit défendre les intérêts de la Belgique et pas les intérêts d'un autre pays. Je demanderai demain en séance plénière au premier ministre qu'il nous dise quelles conclusions il tire d'un tel comportement, puisque M. De Crem ne veut pas tirer ses propres conclusions.

01.14 Patrick Moriau (PS): Bien sûr, il y a un accord de gouvernement, mais je me demande si vous êtes ministre du gouvernement belge ou si vous êtes un sous-ministre du gouvernement américain. Vous n'avez pas répondu à cela. Vous avez noyé le poisson.

J'en conclus que vous êtes très mal à l'aise face à ce problème.

On a connu, avec M. Blair, le caniche de M. Bush; nous avons aujourd'hui le chihuahua de Mme Clinton.

01.15 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Pour moi, cette réponse offre plutôt l'image d'un ministre démuni au point de manquer de loyauté à son propre gouvernement, à son propre parti, pour parvenir à ses fins.

Les négociations doivent avoir lieu au sein du gouvernement, dans les débats avec le Parlement. Une fois qu'elles sont prises, on s'y soumet et on les défend. Autrement, on se ridiculise et on devient un lobbyiste, qui

joue même à l'encontre des intérêts de son propre pays. J'espère qu'au moins vous êtes payé grassement pour le faire!

Votre ambassade, monsieur le ministre, c'est votre gouvernement, votre pays et le Parlement.

01.16 Theo Francken (N-VA): Tout comme en commission de l'Intérieur et de la Justice, les écolos se montrent ici aussi les champions de l'exagération. En parlant sans cesse de "discrimination" ou de "haute trahison", on enlève tout poids à ces notions.

Depuis 2000, il est demandé à tout bout de champ au ministre de la Défense de démissionner. La démission d'un ministre doit toutefois être demandée de manière très réfléchie, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence. J'observe que les critiques émises au sein de cette commission sont souvent beaucoup plus personnelles et plus virulentes que dans les autres commissions. Mais M. De Crem a évidemment introduit lui-même ce genre de pratiques par le passé, en attaquant de la sorte le ministre Flahaut.

En ce qui concerne les dossiers de WikiLeaks, il est important de toujours replacer les choses dans leur contexte. Le ministre a bien précisé les choses aujourd'hui. L'ensemble du gouvernement s'est toujours trouvé sur la même longueur d'ondes à ce sujet.

01.17 Annick Ponthier (VB): Il me semble logique qu'un ministre d'un pays de l'OTAN prenne des contacts en cette qualité, qu'il se concerte avec d'autres partenaires de l'OTAN et donc aussi, bien sûr, avec les États-Unis.

Le dossier Afghanistan n'est pas simple. La bonne collaboration ne sous-entend évidemment pas qu'il faille souscrire aveuglément à toutes les décisions ou propositions des États-Unis ou de l'OTAN. Mais il s'agit de se positionner en tant que partenaire fiable et de garantir la sécurité de notre pays par le déploiement actif de l'armée. Je m'étonne, une fois de plus, de l'attitude du sp.a. Par le passé, ce parti avait donné son approbation à cette mission. Le ministre a adapté ses propositions, les a discutées en toute transparence et les communiquées au sein du gouvernement. Je ne vois vraiment pas où est le problème.

L'incident est clos.

02 Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "l'aéroport de Bierset" (n° 2442)

02.01 Gerald Kindermans (CD&V): Selon un article paru récemment dans la presse francophone, le domaine militaire de Bierset serait une source de désaccord entre le ministre de la Défense et le gouvernement wallon. À l'époque, il aurait été question d'un accord pour céder ces terrains au gouvernement wallon pour un euro symbolique, mais l'actuel ministre de la Défense se montrerait très sceptique vis-à-vis de cette opération.

Pourquoi? Quel est le contenu exact de l'accord conclu à l'époque à propos de l'aéroport de Bierset? Quand a-t-il été conclu? Quelle est la valeur réelle estimée de ces terrains?

02.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Dans un souci d'expansion économique, notamment de l'aéroport civil de Bierset, mon prédécesseur a arrêté dans une convention que la Région wallonne achèterait les pistes et que la Défense et la Région wallonne échangeraient des terrains de manière à ce que le Wing Hélicoptères puisse déménager dans de nouvelles infrastructures ou dans des bâtiments à rénover. Le coût de la réinstallation devait être partagé.

Le plan 2009 de Finalisation de la Transformation de la Défense a cependant opté pour le déménagement du Wing Hélicoptères vers Beauvechain. La Défense estime néanmoins qu'il faut maintenir la compensation convenue dans le cadre de la convention technique, mais en raison de la réinstallation à Beauvechain, la Région wallonne n'est plus de cet avis. Les terrains fédéraux sont cédés à la Région wallonne et une compensation économique réelle doit être fixée. Les négociations sont en cours. La Région wallonne a acheté les pistes en 2003 pour 90,4 millions d'euros et une autre partie du terrain militaire en 2010 pour la somme de 2,6 millions d'euros. Les Finances procèdent actuellement à l'estimation de la valeur des terrains restants. L'ancienne caserne De Cubber a déjà été estimée à près d'1 million d'euros.

L'incident est clos.

03 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "le déploiement éventuel de militaires belges en Afrique" (n° 2459)

03.01 Theo Francken (N-VA): Le ministre a annoncé à la fin de l'an passé qu'il enverrait plusieurs *special forces* en Côte d'Ivoire.

Ce projet a-t-il été mis à exécution? Des troupes belges ont-elles été envoyées en opération en Afrique au cours des six derniers mois? Ont-elles collaboré avec les troupes françaises? A-t-on l'intention de déployer des troupes en Afrique à court terme? En proie à un large mouvement de contestation, l'Afrique du Nord constitue le lieu de résidence de nombreux Belges.

03.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): En Afrique, la Belgique participe à la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo). Dans ce cadre, le 15^e Wing de transport aérien est chargé du transport de personnel et de matériel. Dans le cadre du *security sector reform*, un détachement permanent est déployé au sein du staff d'encadrement de la commission de sécurité EUSEC. De plus, la frégate belge Louise-Marie a participé à l'opération navale européenne de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, EU NAVFOR Atalante. Depuis 2010, la Belgique fournit par ailleurs un détachement chargé de la formation des officiers et des sous-officiers somaliens à la lutte contre la piraterie. La Défense met en outre quelques Détachements d'Agents de Sécurité (DAS) à disposition pour protéger les ambassades belges dans certains pays africains. Le Conseil des ministres du 4 décembre 2010 a décidé de prendre des mesures de protection pour notre ambassade en Côte d'Ivoire, notamment l'envoi de Forces spéciales en Afrique occidentale.

03.03 Theo Francken (N-VA): Dois-je comprendre qu'aucun détachement DAS n'a jusqu'à présent été envoyé en Afrique du Nord pour y assurer la protection de nos ambassades? Je suppose que la situation y est évaluée quotidiennement?

03.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Nous disposons de deux attachés ou conseillers militaires dans la plupart des pays nord-africains, à l'exception des pays subsahariens. Ceux-ci nous informent en permanence de la situation sur le terrain, et ce en étroite concertation avec le département des Affaires étrangères.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 35.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 10.32 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Filip De Man.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "de zogenaamde Belgische 'WikiLeaks-files'" (nr. 2414)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "WikiLeaks-documenten over de houding van de minister tegenover Afghanistan" (nr. 2416)
- de heer Denis Ducarme aan de minister van Justitie over "de onthullingen in de pers over de opstelling van de minister inzake beslissingen over het zenden van Belgische troepen naar Afghanistan" (nr. 2440)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Landsverdediging over "'WikiLeaks-files' over Afghanistan" (nr. 2441)
- de heer Patrick Moriau aan de minister van Landsverdediging over "de WikiLeaks-documenten met betrekking tot onze aanwezigheid in Afghanistan" (nr. 2452)
- mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Landsverdediging over "de WikiLeaks-onthullingen" (nr. 2453)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de 'WikiLeaks-files'" (nr. 2462)
- mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "de Belgische 'WikiLeaks-files'" (nr. 2465)

01.01 Gerald Kindermans (CD&V): Als we de doorlopende saga van WikiLeaks in de buitenlandse berichtgeving lezen, blijkt die toch wel iets genuanceerder te zijn dan wat hierover wordt geschreven in de Vlaamse pers. In de Noorse krant *Aftenposten* wordt er bijvoorbeeld op gewezen dat de informatie van WikiLeaks unilateraal is en geen volledige, correcte weergave vormt van de werkelijkheid. Vaak vallen de feiten ook niet te checken en kunnen ze bijgevolg niet in twijfel worden getrokken. In de Duitse krant *Die Welt* vraagt men zich af waarin het schandaal van die vrijgegeven informatie eigenlijk schuilt, aangezien deze slechts bevestigt wat allang was geweten.

Ongeveer 1.136 berichten komen van de Amerikaanse ambassade in Brussel. Twee werden er gedeeltelijk gepubliceerd die betrekking hadden op het Belgische beleid ten opzichte van Afghanistan en de rol van onze minister van Defensie daarin.

Wil de minister reageren op die berichten naar aanleiding van de zogenaamde Belgische WikiLeaks en op de berichten over zijn rol in dit dossier?

01.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Vrijdag raakte bekend dat minister De Crem de Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken Clinton heeft ingeschakeld om zijn visie op Afghanistan te bepleiten bij premier Leterme. Minister Clinton zou op zijn aangeven drie concrete vragen hebben gesteld aan de premier: 150 extra militairen naar Afghanistan, extra opleiders en de garantie dat de Belgen ter plaatse zouden blijven tot eind 2011.

Geeft de minister toe zo te hebben gehandeld omdat hij de regering zelf niet kon overtuigen van zijn visie inzake Afghanistan? Had de minister die drie vragen eerder zelf al gesteld aan de premier en wat was diens reactie daar toen op?

Overigens illustreert dit verhaal niet alleen de onbetrouwbaarheid van de minister ten overstaan van zijn eigen collega's, maar ook zijn zwakte. Hij heeft zich in ieder geval veeleer ontpopt tot een pion van de VS dan als een verdediger van de Belgische belangen.

01.03 Denis Ducarme (MR): Deze zaak is vooral een non-event! Ik heb u immers altijd horen pleiten voor de aanwezigheid van het Belgische leger in Afghanistan, aan de zijde van de bondgenoten, en liefst zo lang mogelijk. U heeft daar nooit een geheim van gemaakt en heeft dus ook regelmatig contact met onze NAVO-bondgenoten. Het is trouwens moeilijk om daarrond te werken zonder contacten te onderhouden.

Wanneer de pers u als een soort Amerikaanse mol made in Vlaanderen afschildert, vind ik dat wel erg kort door de bocht. Door deze kwestie zijn we in een soort van parlementaire circusvertoning terechtgekomen.

Er is echter één aspect aan uw commentaar op de gelekte informatie dat als storend kan worden beschouwd. Volgens de pers zou de regering gemanipuleerd zijn en u heeft daarop geantwoord dat dat dicht bij de waarheid lag. Uw eerste commentaar op de WikiLeaks-onthullingen zou waarschijnlijk niet zulke hevige reacties hebben uitgelokt als uw antwoord duidelijker was geweest en geen aanleiding had gegeven tot wat nu is uitgroeid tot een polemiek. Wat is uw reactie daarop?

Is er, in die contacten die met de Amerikanen hebben plaatsgevonden, sprake geweest van een exitstrategie voor Afghanistan?

01.04 Dirk Van der Maelen (sp.a): Uit de *cable* van WikiLeaks en uit zijn optreden in *Ter Zake* blijkt dat de minister van Defensie samenspande met de VS-ambassadeur om de VS-politiek inzake Afghanistan ook in België door te drukken. Daarmee negeert hij een van de essentiële voorwaarden waaraan een minister moet voldoen, namelijk zijn eigen land dienen en niet de belangen van een ander land.

Heeft de minister ook op andere momenten deze rol van mol gespeeld? Welke conclusie trekt hij uit het lekken van die bezwarende feiten?

01.05 Patrick Moriau (PS): We wisten al dat de haviken in Washington het aantreden van minister De

Crem op Defensie genegen waren. De jongste weken vernamen we uit diplomatieke postberichten dat u de Amerikaanse minister Hillary Clinton een aantal suggesties hebt gedaan met de bedoeling de Belgische aanwezigheid in ISAF (International Security Assistance Force) in Afghanistan op te voeren. Drie specifieke suggesties werden later ook zo verwoord door mevrouw Clinton tijdens een ontmoeting met de premier en de minister van Buitenlandse Zaken eind december 2009. U hebt die informatie niet tegengesproken en u voegde er zelfs aan toe dat het normaal is dat een dergelijke beslissing voorafgegaan wordt door 'diplomatiek verkeer'.

Welke specifieke vragen hebt u minister Clinton ingefluisterd?

U zei ook nog dat de beslissing om tot 2011 in Afghanistan te blijven een beslissing is van de hele regering.

Vindt u het normaal dat er 'diplomatiek verkeer' plaatsvindt vóór u met uw regeringspartners overlegt? Hebt u contact gehad met uw Europese ambtgenoten over uw demarche?

01.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik ben erg verbaasd via internet te vernemen dat u zich zo geïsoleerd voelt in de regering dat u een beroep moet doen op een ambassade van een ander land om de collega's in uw eigen partij te overtuigen! Ik was verbijsterd toen ik las dat u beschouwd wordt als een van de beste vrienden van de VS in de Belgische regering en dat u de Amerikaanse ambassadeur zelfs hebt geholpen om ervoor te zorgen dat het aantal Belgische manschappen in Afghanistan werd opgetrokken.

Kunt u ons meer vertellen over de versterking van het Belgische contingent in Afghanistan?

Volgens de pers ontkent u niet dat u dat gezegd hebt.

Hoe zijn deze contacten verlopen?

U weet dat wij een kritische houding aannemen tegenover de aanwezigheid van de Belgische militairen in Afghanistan. De strategie die u in samenwerking met de NAVO uitvoert, werkt hoe langer hoe minder. Meer en meer dorpen vallen immers in handen van de taliban.

01.07 Theo Francken (N-VA): In geen enkele commissie wordt er zo zwaar uitgehaald naar de minister als in de commissie voor de Landsverdediging. Ik hoor hier zware beschuldigingen en sterke termen. Oogst de minister wat hij gezaaid heeft? Want ook hij was in het verleden niet mals voor zijn voorganger. Al vind ik het sterk dat de sp.a-fractie felle kritiek heeft op de deontologie van de minister, terwijl die fractie zelf militaire geheimen zomaar te grabbel gooit. Een sterk staaltje van hypocrisie van de heer Van der Maelen voorwaar.

Kan de minister meer uitleg geven over het dossier in *De Standaard*? Over de objectiviteit van de berichtgeving heb ik weinig twijfels, maar misschien kan de minister dit nog enigszins toelichten? Het is – met het oog op onze samenwerking de komende jaren – belangrijk dat het Parlement voldoende uitleg krijgt over wat er op het hoogste niveau in de regering en op internationaal niveau besproken wordt.

01.08 Annick Ponthier (VB): Minister De Crem als slaafje van de Verenigde Staten, die minister Clinton zou hebben bewerkt en gebruikt om bepaalde dingen gedaan te krijgen binnen de Belgische regering: dat is het beeld dat de pers ons geeft.

Kan de minister die persberichten bevestigen? In welke omstandigheden vonden de contacten met mevrouw Clinton plaats en wat waren de resultaten? Welke ingefluisterde vragen heeft mevrouw Clinton gesteld aan premier Leterme en hoe werden deze vragen behandeld op de ministerraad?

01.09 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De heer Francken zegt dat wij hierover in de komende jaren nog veel van gedachten zullen wisselen: dat zegt veel over de huidige regeringsformatie.

(*Frans*) De ontmoeting van de eerste minister, de minister van Buitenlandse Zaken en mijzelf met mevrouw Clinton en haar delegatie – onder wie de inmiddels overleden Richard Holbrooke – vond plaats op 4 december 2009 in Hertoginnedal.

(Nederlands) In de weken voor deze ontmoeting werd het dossier-Afghanistan op drie kabinetten voorbereid: dat van de eerste minister, dat van Buitenlandse Zaken en dat van Defensie. En natuurlijk was er druk diplomatiek overleg. Mijn medewerkers en ikzelf waren dus niet de enigen die het met de NAVO-vertegenwoordigers hebben besproken.

De feiten ontken ik niet. Wat de krant uit die bewuste mails van de VS-ambassade afleidt, is haar verantwoordelijkheid.

(Frans) Op 4 december 2009, tijdens de ochtend voorafgaand aan de ontmoeting met de Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken, is de ministerraad bijeengekomen met het oog op de goedkeuring van de antwoorden die zouden worden gegeven op de te verwachten vragen van de NAVO over de uitbreiding van onze bijdrage tot de missie in Afghanistan.

Mijnheer Moriau, u bent dus blijkbaar verkeerd ingelicht door de vice-eersteminister, die wel degelijk aanwezig was op die vergadering en die aan de besprekingen heeft deelgenomen.

(Nederlands) De regering heeft toen op mijn voorstel en in aanwezigheid van alle vice-eersteministers – dus vóór het bezoek van mevrouw Clinton – het volgende beslist.

(Frans) Het gaat om een bevestiging van de inzet van een tweede OMLT (*Operational Mentoring and Liaison Team*) dat het Afghaanse leger zal opleiden, om de deelname van politieagenten en een magistraat aan de EUPOL-missie, om de aanstelling van een speciaal gezant voor Afghanistan en Pakistan en om de verdubbeling van de civiele hulp op voorwaarde dat de Afghaanse regering bepaalde garanties biedt.

(Nederlands) In april 2010 heeft de regering beslist om in te gaan op mijn voorstel tot een verlenging van onze aanwezigheid in Afghanistan tot eind 2011. De regering voert dus gewoon het regeerakkoord uit, wat ook haar taak is.

Ik herinner terloops aan het gebrek aan inzicht en aan de anti-Amerikaanse profileringsdrang van de vroegere paarse en paarsgroene regeringen, waardoor we zowat alle goodwill kwijt waren geraakt. We stonden toen trouwens ook heel dicht bij het verlies van de twee NAVO-hoofdkwartieren in ons land. De prijs van zo een beleid stelt men dan ook vast wanneer men de Verenigde Staten echt nodig heeft. Vandaag is België opnieuw de betrouwbare bondgenoot die het altijd is geweest. Bij kwesties over vrede en veiligheid wordt er opnieuw naar ons geluisterd en onze militairen in buitenlandse operaties worden weer gewaardeerd voor hun werk.

Over eerdere lekken via WikiLeaks heb ik al gezegd dat de informatie over de Belgische defensie de werkelijkheid zeer dicht benadert, hoewel het wel altijd de werkelijkheid betreft zoals die wordt gezien door een Amerikaanse bril.

Wat er gelekt is, brengt ons eigenlijk maar weinig nieuws. Dat ik in mijn eentje de beleidskeuze van de Belgische regering wou bijsturen via mevrouw Clinton, wordt dus ontkracht door de feiten. Belangrijke officiële ontmoetingen worden voorbereid tijdens diplomatieke contacten en interkabinettenvergaderingen.

Trouwens, de heer Van der Maelen heeft destijds onder paars bewezen dat hij de knepen van het vak zeer goed kent, toen hij samen met ons bij de Amerikaanse ambassadeur op de koffie ging om talrijke plooiën glad te strijken. Met het dossier over het verbod op verarmd uranium deed hij eigenlijk hetzelfde. Toen stelde hij de ambassadeur gerust met de mededeling dat zijn wetsvoorstel slechts een electoraal doel diende. De heer Van der Maelen heeft de pacifistische vleugel van zijn partij toen duidelijk een rad voor de ogen willen draaien. Onze contacten zijn wel wat ernstiger en ook wat meer resultaatgericht. Het betoog van de heer Van der Maelen in *De Standaard* heeft dan ook veeleer op mijn lachspieren gewerkt.

Mijn beleid is dat van de voltallige federale regering. Het klopt dat mijn visie niet strookt met de visie van de heer Van der Maelen. Er is echter niet de minste twijfel dat de eerste minister de heer Van der Maelen hetzelfde antwoord zal geven als het antwoord dat ik vandaag heb gegeven.

(Frans) Dit dossier werd in de regering voorbereid, met de goedkeuring van alle aanwezige partijen.

01.10 Gerald Kindermans (CD&V): Ik onderschrijf volledig wat de minister zegt. Het mediacommentaar van de heer De Vriendt is gebaseerd op twee korte en eenzijdige krantenberichten en op een gedeeltelijke lezing. De problematiek is veel genuanceerder en wordt binnen de Europese context dan ook geheel anders geconcipieerd. De regering was wel degelijk eensgezind over de problematiek in Afghanistan. De houding van de heer Van der Maelen strookt trouwens niet met de partijlijn van sp.a. Zijn partij wil nu dat de terugtrekking uit Afghanistan in 2014 gebeurt.

01.11 Wouter De Vriendt tusse(Ecolo-Groen!): Dit gaat niet louter om het respecteren van het regeerakkoord of over een normaal diplomatiek gesprek tussen de Belgische regering en de VS. De bronnen zijn geen krantenberichten, maar telexen die rechtstreeks vanuit de Amerikaanse ambassade zijn vertrokken en die nu zwart op wit op het internet staan.

Minister De Crem, die heel goed weet wat inzake buitenlands beleid de gevoeligheden zijn binnen de regering, heeft zijn standpunt op een slinkse wijze kracht bijgezet. Hij seinde zijn eigen vragen aan de VS door om zo via Hillary Clinton druk op onze eerste minister te zetten.

In normale omstandigheden kan dit het ontslag van een minister betekenen en zelfs als hoogverraad worden bestempeld. Aanvaarden de parlementsleden van de meerderheid en de oppositie wat hier gebeurt?

Uit de telexen blijkt ook dat minister De Crem voor de VS het eerste aanspreekpunt is voor domeinen die helemaal niet tot zijn bevoegdheid behoren: ontwikkelingssamenwerking en de gevangenen in Guantánamo. Hebben misschien dezelfde mechanismen gespeeld bij het verdedigen van andere dossiers? Ik vrees dat wij daarop nooit het antwoord zullen kennen.

01.12 Denis Ducarme (MR): Ik blijf bij mijn eerste analyse: dit voorval is een non-event, en we hebben betere dingen te doen. Dit is helemaal geen staatszaak en al evenmin een kwestie van verraad.

De minister heeft eraan herinnerd dat de beslissingen met betrekking tot ons beleid in Afghanistan collectief door de Belgische regering worden genomen. Zouden we in dergelijke dossiers niet onnodige controverses kunnen voorkomen door ons eenvoudigweg aan de essentie te houden?

Voor het overige kennen we uw standpunten. Ik deel uw zienswijze met betrekking tot Afghanistan en onze veiligheid op Europees en Belgisch niveau. Maar wat de vorm betreft, hebben we als parlementsleden betere dingen te doen dan ongegronde polemieken te voeren.

01.13 Dirk Van der Maelen (sp.a): In tegenstelling tot collega Ducarme vind ik dit geen fait divers. Het bericht geeft een antwoord op de fundamentele vraag hoe het komt dat in de meeste landen die deelnemen aan ISAF, in 2008, 2009 en 2010 een kritische houding is gegroeid ten opzichte van het VS-beleid in Afghanistan, terwijl bij ons net het omgekeerde gebeurde. Het verschil wordt verklaard door de agitatie van onze minister.

Voorts omschrijft de heer De Crem de gebeurtenissen vóór het bezoek van mevrouw Clinton als normaal diplomatiek verkeer, terwijl de telex het heeft over een balsturige premier die weigerachtig stond tegenover de bijkomende inspanning. Uit het bericht blijkt dat slechts onze minister van Defensie wordt beschouwd als de echte, betrouwbare vriend van de Verenigde Staten. Ik weerleg dus met klem het argument van normaal diplomatiek verkeer, aangezien het hier gaat om een samenzwering met de Verenigde Staten tegen de premier.

En wat de nucleaire wapens of wapens met verarmd uranium aangaat, is er een groot verschil met het Afghanistan-dossier, waarin de slaafse houding van de minister ten opzichte van de Verenigde Staten duidelijk naar voren komt. Ik heb een wet doorgedrukt tegen de wens in van de Verenigde Staten. Verschillende andere landen willen dit voorstel nu trouwens volgen en ik ben nog altijd trots op mijn

inspanningen.

Wat ik tot slot nog het meest betreurt, is dat de minister zelfs nu nog steeds niet begrijpt dat hij hier te ver is gegaan. Als Belgisch minister moet hij de Belgische belangen verdedigen, niet die van een ander land. In de plenaire vergadering van morgen zal ik aan de premier vragen welke conclusies hij trekt uit dit gedrag, aangezien minister De Crem zelf geen conclusies wil trekken.

01.14 Patrick Moriau (PS): Er is natuurlijk een regeerakkoord, maar ik vraag me toch af of u minister in de Belgische regering dan wel onderminister in de Amerikaanse regering bent. U bent daar niet op ingegaan. U zegt niet waar het op staat.

Ik concludeer daaruit dat u zeer verlegen zit met de situatie.

Tony Blair was destijds de poedel van Bush; u bent vandaag het schoothondje van mevrouw Clinton.

01.15 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Uw antwoord roept bij mij eerder het beeld op van een minister die zo radeloos was dat hij bereid was deloyaal te zijn aan zijn eigen regering en aan zijn eigen partij om zijn doel te bereiken.

De onderhandelingen daarover moeten worden gevoerd in de regering en nadien wordt daarover gedebatteerd in het Parlement. Zodra de beslissingen genomen zijn, moet men zich eraan houden en ze verdedigen. Anders maakt men zich belachelijk en wordt men een lobbyist, die zelfs in strijd met de belangen van zijn eigen land handelt. Ik mag toch hopen dat u daarvoor ten minste royaal betaald wordt!

Uw ambassade, mijnheer de minister, dat is uw regering, uw land en het Parlement.

01.16 Theo Francken (N-VA): Net zoals in de commissies voor Binnenlandse Zaken en Justitie tonen de groenen zich ook hier de kampioenen in het laten vallen van zwaar overtrokken termen. Wie onophoudelijk 'discriminatie' of 'hoogverraad' roept, degradeert deze termen. Sinds 2000 wordt om de haverklap om het ontslag van de minister van Defensie gevraagd. Een vraag om ontslag moet echter op een heel doordachte manier gebeuren. En dat is hier niet het geval. Het valt mij op dat het er in deze commissie ook vaak veel persoonlijker en harder aan toe gaat dan in andere commissies. Maar daar is de heer De Crem indertijd zelf mee begonnen natuurlijk, met zijn aanvallen op minister Flahaut.

Bij de WikiLeaks-files is het belangrijk om de zaken steeds in hun context te zien. De minister heeft de zaak vandaag goed gekaderd. De regering heeft ter zake altijd op één lijn gestaan.

01.17 Annick Ponthier (VB): Het lijkt mij logisch dat een minister van een NAVO-land in die hoedanigheid contacten legt en overlegt met andere NAVO-partners, dus zeker ook met de VS.

Het dossier-Afghanistan is geen eenvoudig dossier. Goed samenwerken betekent uiteraard niet dat wij alle beslissingen of voorstellen van de VS of de NAVO slaafs moeten volgen. Dit gaat over onze opstelling als betrouwbare partner en over het garanderen van de veiligheid van het land door het actief inzetten van het leger. Ik ben opnieuw verbaasd over de houding van de sp.a. De partij heeft in het verleden deze missie altijd goedgekeurd. De minister heeft zijn voorstellen afgetoetst en op een transparante wijze besproken en gecommuniceerd binnen de regering. Ik zie echt het probleem niet.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "de luchthaven te Bierset" (nr. 2442)

02.01 Gerald Kindermans (CD&V): Volgens een recent bericht in de Franstalige pers zouden de militaire terreinen van Bierset voor onenigheid zorgen tussen de minister van Defensie en de Waalse regering. Destijds was er blijkbaar sprake van een akkoord om die terreinen af te staan aan de Waalse regering voor 1

symbolische euro, maar de huidige minister van Defensie zou daar grote vragen bij hebben.

Waarom? Wat en wanneer is er destijds precies overeengekomen over de luchthaven van Bierset? Wat is de geschatte werkelijke waarde van de terreinen?

02.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Met het oog op de economische expansie van onder andere de burgerlijke luchthaven van Bierset heeft mijn voorganger in een overeenkomst vastgelegd dat het Waals Gewest de vliegpistes zou aankopen, en dat Defensie en het Waals Gewest gronden zouden ruilen, zodat de Wing Helikopters zou kunnen verhuizen naar een nieuwe infrastructuur of naar te renoveren gebouwen. De kosten voor deze hervestiging zouden worden gedeeld.

In het plan 'voltooiing van de transformatie' van Defensie van 2009 is echter gekozen voor de verhuis van de Wing Helikopters naar Bevekom. Defensie vindt echter dat de compensatie die in de technische conventie was afgesproken, moet worden behouden. Het Waals Gewest is een andere mening toegedaan, in het licht van de hervestiging in Bevekom. De federale gronden gaan echter over naar het Waals Gewest en daarvoor moet een reële economische waarde worden betaald. De onderhandelingen lopen. Het Waals Gewest heeft de vliegpistes in 2003 aangekocht voor 90,4 miljoen euro en een ander deel van het militaire vliegveld in 2010 verworven voor 2,6 miljoen euro. Financiën is momenteel de waarde aan het bepalen van de resterende terreinen. Voor de voormalige kazernes De Cubber is er al wel een raming van bijna 1 miljoen euro.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de eventuele inzet van Belgische militairen in Afrika" (nr. 2459)**

03.01 **Theo Francken** (N-VA): De minister heeft eind vorig jaar aangekondigd dat een aantal *special forces* naar Ivoorkust zou worden gestuurd.

Is dat gebeurd? Voerden Belgische troepen de afgelopen zes maanden operaties uit in Afrika? Was er samenwerking met de Franse troepen? Zijn er plannen om op korte termijn troepen in te zetten in Afrika? Momenteel staat Noord-Afrika in rep en roer. Daar wonen ook heel veel Belgen.

03.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): België neemt in Afrika deel aan de MONUSCO – *Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo* – waar de 15de Wing Luchttransport instaat voor vervoer van personeel en materiaal. In het kader van de *security sector reform* is er bovendien een permanent detachement ontplooid binnen de staforganisatie van de veiligheidscommissie EUSEC. Verder heeft het Belgisch fregat Louise-Marie deelgenomen aan de Europese maritieme operatie EU NAVFOR Atalanta, ter bestrijding van de piraterij voor de Somalische kust. Sinds 2010 levert België ook een detachement dat instaat voor de vorming van Somalische officieren en onderofficieren in die strijd tegen piraterij. Defensie levert bovendien nog enkele detachementen DAS – *Détachement d'Agents de Sécurité* – ter bescherming van Belgische ambassades in een aantal Afrikaanse landen. Tijdens de ministerraad van 4 december 2010 werd bovendien beslist om beschermingsmaatregelen te nemen voor onze ambassade in Ivoorkust, waaronder het uitsenden van *special forces* naar Westelijk Afrika.

03.03 **Theo Francken** (N-VA): Begrijp ik het goed dat er voorlopig geen DAS gestuurd zijn naar ambassades in Noord-Afrika? De toestand daar wordt dag na dag geëvalueerd, neem ik aan?

03.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Behoudens in de sub-Saharalanden hebben wij in de meeste landen van Noord-Afrika twee militaire attachés of adviseurs, die ons in samenspraak met Buitenlandse Zaken over de toestand voortdurend op de hoogte houden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.35 uur.